

Initiatives ministérielles

Les prévisions concernant le revenu agricole pour 1991 ne sont pas très bonnes. En fait, Statistique Canada a rapporté dans la dernière semaine de février que, de toutes les économies provinciales, ce sont celles du Manitoba et de la Saskatchewan qui pâtiront le plus en 1991, à cause de la récession et du bas prix des céréales.

En Saskatchewan, les séances d'information sur les nouveaux programmes de soutien, soit le régime universel et le Compte de stabilisation du revenu net, sont très courues, car les producteurs ont besoin de savoir qu'il peuvent encore espérer pour l'avenir des revenus meilleurs et une certaine stabilité du secteur agricole.

Un programme de stabilisation du revenu à long terme s'impose lorsque les gouvernements ont droit de regard sur les produits et sur les prix, mais non sur les coûts de production et sur les dépenses. Surviennent alors des problèmes qu'il importe de résoudre.

La dette agricole excède les 22 milliards de dollars pour tout le Canada, et le prix versé aux agriculteurs pour leurs céréales et leurs oléagineux ne suffit pas à couvrir leurs coûts de production et de financement. Il faut manifestement faire quelque chose. Si le marché n'arrive pas à offrir un prix convenable aux agriculteurs, le gouvernement fédéral a le devoir de soutenir le secteur alimentaire du Canada jusqu'à ce que le prix monte suffisamment, à moins que nous soyons résignés, en tant que Canadiens, à perdre ce secteur. Nous n'avons donc pas le choix.

Le degré de compétitivité des agriculteurs canadiens n'est pas de leur ressort. Nous savons tous que le prix des produits agricoles et la quantité vendue ne sont pas déterminés par les producteurs eux-mêmes.

La seule chose que les agriculteurs peuvent décider, c'est ce qu'ils investissent dans leurs entreprises. Le coût de cet investissement est évidemment déterminé par le marché et est certes beaucoup plus élevé que le revenu que touchent en échange les producteurs.

Le producteur industriel ne peut certainement pas concurrencer d'autres gouvernements. Prenons par exemple le programme américain de subventions aux exportations. À la fin de février, le *Western Producer* a signalé que les États-Unis avaient récemment vendu à un pisciculteur norvégien un boisseau de blé fourrager à 1,50 \$.

Cette vente était subventionnée à 1,42 \$ par le contribuable américain. Les États-Unis ont vendu 917 000 boisseaux grâce à cette subvention de 1,42 \$ sur un prix de vente de 1,50 \$, ce qui a contribué encore davantage à l'effondrement du prix du grain fourrager.

Ce marché était scandaleux et désastreux pour les producteurs du monde, y compris ceux des États-Unis. Il garantit que le prix du grain demeurera faible. Les seuls vrais gagnants dans ce marché ont été les poissons de ce pisciculteur norvégien, qui se nourrissaient de ce tendre blé roux d'hiver.

Les perdants, outre les producteurs du Canada et des États-Unis, sont les contribuables américains, dont l'argent sert à nourrir ces poissons de la Norvège. L'agriculteur de la Saskatchewan ne peut évidemment pas faire concurrence dans une situation aussi insensée, peu importe ses efforts.

Le projet de loi à l'étude aujourd'hui commence à s'attaquer aux problèmes internes qui assaillent le Canada à cause de ces problèmes internationaux. Il reconnaît qu'une aide financière s'impose et fait en sorte que le gouvernement fédéral s'engage à participer à cette aide.

Comme il existe des problèmes, et j'en aborderai quelques-uns dans un instant, je voudrais exhorter le gouvernement à examiner très attentivement ces programmes lorsque le projet de loi sera renvoyé au comité à des fins d'étude, et à se préparer à y apporter des modifications. Ces modifications sont importantes, car ces programmes sont conçus pour demeurer en vigueur pendant longtemps. Le secteur agricole et les agriculteurs qui se débattent pour survivre comptent sur le succès de ces programmes pour assurer leur viabilité à long terme.

• (1330)

Les producteurs, notamment les céréaliculteurs dans les Prairies, savent que le régime universel et le CSRN deviennent le seul soutien qu'ils possèdent. Ils veulent donc qu'on conçoive le meilleur régime possible. Si, pour quelque raison que ce soit, le régime universel et le CSRN ne sont pas les meilleurs régimes qui soient, nous risquons de perdre toute une génération d'agriculteurs.

Malheureusement, une génération d'agriculteurs a presque déjà été sacrifiée. Il y a très peu de jeunes agriculteurs dans les Prairies, et cela pose un problème distinct dont nous parlerons une autre fois.

La semaine dernière, je visitais un certain nombre de fermes familiales au sud de The Battlefords. Les agriculteurs et moi avons discuté assez longuement du régime universel et du CSRN. Les opinions divergeaient au sein de chaque famille, et le gouvernement ferait bien d'y penser.